ASSEMBLÉE NATIONALE

5 mai 2024

ACCOMPAGNEMENT DES MALADES ET FIN DE VIE - (N° 2462)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CS502

présenté par

M. Ray, M. Brigand, M. Bazin, Mme Corneloup, M. Taite, M. Juvin, Mme Bonnet,
Mme Anthoine, Mme Blin, M. Gosselin, M. Dubois et M. Di Filippo

ARTICLE 11

Après l'alinéa 4, insérer l'alinéa suivant :

« 4° (*nouveau*) Peut faire valoir sa clause de conscience mentionnée à l'article 16 jusqu'à l'administration de la substance létale. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à préciser que la clause de conscience des professionnels de santé prévue à l'article 16 peut s'appliquer à tout moment, jusqu'à l'administration de la substance létale par la personne.

Cet amendement répond ainsi à l'avis de l'Ordre national des médecins qui souhaite que cette clause de conscience spécifique puisse être mise en oeuvre à tout moment de la procédure d'aide à mourir. La clause de conscience peut ainsi intervenir jusqu'au dernier moment, c'est à dire jusqu'à l'administration de la substance létale.

Dans le cas où une personne n'est pas en mesure de procéder physiquement à l'administration de la substance, le professionnel de santé doit en effet pouvoir être en mesure de faire valoir sa clause de conscience.